

Allocution de Pierre Gratton pour la Semaine minière du Canada 2013

Portrait du secteur minier au Canada et dans le monde : Contributions, occasions et préoccupations

Je vous remercie de m'avoir invité à prononcer une allocution aujourd'hui.

J'aimerais vous présenter le Canada en tant que puissance minière mondiale et vous expliquer pourquoi je suis convaincu qu'un futur prospère se dessine pour notre industrie.

Je mettrai l'accent sur trois éléments clés :

- 1) le super cycle minier n'est pas terminé;
- 2) le Canada bénéficie du libre-échange et doit éviter les pièges du protectionnisme; et
- 3) nous devons poursuivre les efforts entrepris pour renforcer la position du Canada comme chef de file minier.

Le Canada, une puissance minière mondiale

Savez-vous pourquoi j'affirme que le Canada est une puissance minière mondiale? Parce que le secteur minier ne se résume pas à l'extraction de minéraux et de métaux.

En effet, l'industrie minière canadienne s'étend bien au-delà des mines et des communautés où elle est établie. Comme l'indique une récente étude de la Chambre de commerce du Canada, elle se trouve au cœur de nos villes et de notre secteur financier.

L'industrie minière compte 320 000 employés et offre les salaires moyens les plus élevés au pays. Nous exploitons 220 mines ainsi que 33 fonderies et affineries.

L'an dernier, l'industrie a versé près de 9 milliards de dollars en taxes et redevances aux gouvernements. Elle représente aussi des investissements annuels de 20 milliards de dollars en capital.

Le Canada se classe parmi les cinq premiers producteurs mondiaux d'uranium, de potasse, de nickel, de platine, d'aluminium, de diamants, de zinc et de charbon métallurgique. Les minéraux représentent 23 % des exportations totales canadiennes.

En 2011, nous avons attiré 18 % des dépenses d'exploration mondiales, décrochant la première place à ce chapitre. Et ce n'est pas tout.

En 2011, le Canada arrivait deuxième après les États-Unis en matière d'approvisionnement : on y trouvait 3 200 entreprises desservant l'industrie tant au pays qu'à l'étranger. La Bourse de Toronto et la Bourse de croissance TSX accueillent 58 % des sociétés minières publiques du monde. En 2011, elles ont échangé des valeurs minières équivalant à 450 milliards de dollars et mené 47 % de leurs projets à l'extérieur du Canada.

Au cours de la dernière décennie, jusqu'en 2011 inclusivement, la Bourse de Toronto et la Bourse de croissance TSX ont été le siège de plus de 80 % des transactions internationales de l'industrie minière

sous forme de financement par capitaux propres, ce qui représente au total plus du tiers du total des capitaux propres internationaux constitués pendant la même période – soit plus de 105 milliards de dollars.

En 2011 seulement, la Bourse de Toronto et la Bourse de croissance TSX ont été le siège de 90 % des transactions internationales de l'industrie minière sous forme de financement par capitaux propres. Ensemble, elles ont constitué 39 % des capitaux propres internationaux pour la même année.

C'est l'industrie minière, par sa solidité et son étendue, qui a permis au Canada de traverser la récente crise économique mieux que tout autre pays du G8.

La Chine et le super cycle minier

Permettez-moi de vous parler de ce « super cycle ». Mais avant d'aborder l'avenir, revenons brièvement en arrière.

Les deux dernières décennies ont été marquées par deux événements majeurs qui, ensemble, façonnent une nouvelle ère : la mondialisation et l'émergence de l'Asie, en particulier de la Chine.

La mondialisation a entraîné l'ouverture de nouveaux marchés en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Le secteur minier s'est rué vers ces territoires pour mener des projets dans des zones géologiques en grande partie inexplorées et inexploitées, bien souvent à moindre coût. Grâce à la mondialisation, la mobilité des capitaux est maintenant plus grande que jamais.

La Chine a ainsi pu, en l'espace de 26 ans, augmenter de dix fois son rythme de croissance.

À titre comparatif, il a fallu 70 ans à l'Angleterre pour quadrupler sa croissance après 1830.

La Chine est maintenant le premier exportateur et le deuxième importateur de biens au monde. Elle a un appétit insatiable pour les produits de base qui stimulent son industrialisation rapide et approvisionnent son nombre grandissant de consommateurs.

La conjoncture de la mondialisation et de la croissance chinoise a engendré le « super cycle » minier, qui a présenté des occasions incroyables et quelques défis de taille pour l'industrie.

La montée des prix des produits de base a provoqué une hausse de la nationalisation des ressources et des mouvements de contestation, parce que les gouvernements peinent à déterminer la meilleure façon de gérer et de distribuer la richesse croissante issue de l'exploitation minérale.

L'augmentation des prix des métaux a aussi favorisé la création de nouveaux emplois. Combinée au vieillissement de la main-d'œuvre, cette situation entraîne d'importantes pénuries d'employés qualifiés. Par ricochet, cela cause une féroce concurrence entre les travailleurs et une hausse des coûts. En revanche, cela a aussi engendré des efforts concertés partout dans le monde en vue de trouver des solutions à long terme.

À titre de président de l'association qui promeut la croissance et le développement de l'industrie minière canadienne, ma mission est d'aborder ces défis de façon à guider l'industrie dans la conception du plan qui nous mènera vers un avenir prospère.

Une partie de cette mission consiste à tout faire pour que le Canada demeure un chef de file au sein d'une industrie minière mondiale et concurrentielle. J'en dirai plus à ce sujet dans quelques instants.

Il est d'abord nécessaire de mieux cerner le client le plus important de notre industrie : la Chine.

Demande de la Chine en produits de base

Depuis qu'elle a mis en branle des réformes économiques axées sur les forces du marché, à la fin des années 1970, la Chine connaît la croissance la plus rapide de toutes les grandes économies mondiales.

Qu'est-ce qui stimule une telle croissance? La Chine est le pays le plus peuplé, avec une population d'au moins 1,3 milliard de personnes.

Une telle population entraîne une croissance marquée dans les villes. D'ailleurs, on observe un taux d'urbanisation sans précédent, qui est passé de 17 à près de 50 % en un peu plus de 30 ans. Si la Chine atteignait un niveau d'urbanisation identique à celui des pays occidentaux industrialisés, sa population urbaine augmenterait de 300 millions de personnes, soit l'équivalent de la population entière des États-Unis.

Nous avons tous vu des images montrant l'industrialisation de la Chine : les villes qui semblent se construire du jour au lendemain, les infrastructures avant-gardistes et la circulation automobile dans les rues autrefois bondées de cyclistes.

Cette industrialisation amène une consommation massive de produits de base : pour construire des routes, des ponts, des édifices et des

voitures, il faut du charbon, du minerai de fer, du cuivre, du nickel et de l'aluminium.

La Chine consomme aujourd'hui près de 40 % des minéraux et des métaux, comparativement à seulement 5 % dans les années 1980.

Cette demande ne s'observe pas seulement en Chine; c'est également le cas en Inde, en Amérique latine, en Afrique, en Russie et en Asie du Sud-Est.

À l'heure actuelle, les pays en développement représentent plus du trois quarts de la croissance mondiale, mais environ 50 % de l'économie mondiale. D'ici 2050, ces pays compteront pour près de 80 % du PIB mondial.

Nous misons sur cette croissance incroyable – et sur les besoins du nombre grandissant de consommateurs dans ces pays – pour alimenter la demande en minéraux et métaux.

Les sceptiques

Toutefois, le marché présente des signes perturbants qui ne peuvent être ignorés. En effet, la situation économique demeure incertaine.

Les difficultés de l'Europe dureront quelque temps encore. La reprise américaine est lente et fragile. La croissance chinoise ne se situe plus dans les deux chiffres; cependant elle reste tout de même importante avec un taux supérieur à 7,5 % dans l'ensemble et sur une plus grande base qu'autrefois.

Le fait est que l'industrie minière est cyclique et le restera toujours. Après tout, il y a encore un « cycle » au sein du « super cycle ». Notre

industrie repose toutefois sur des bases bien solides tournées vers un avenir à long terme.

En tenant compte de la croissance que j'ai décrite, on devrait voir la demande doubler pour la majorité des produits minéraux au cours des 20 prochaines années. Cette croissance ralentira de temps en temps, comme c'est le cas actuellement, mais ne s'éloignera pas beaucoup de la trajectoire prévue.

La Chine n'est pas le seul facteur en jeu, même si elle détient présentement la part du lion.

L'Inde la suit de près : ce pays affiche une croissance de 7,8 % rappelant la trajectoire chinoise d'il y a quelques décennies. D'ici 2030, l'Inde devrait ravir à la Chine le titre de champion de la croissance.

L'Afrique, en incluant la région subsaharienne, comprend sept des dix économies affichant les croissances les plus rapides, bien qu'elles démarrent à des niveaux faibles. En Amérique latine, le Brésil (3 %), le Chili (6,5 %) et le Pérou (6,2 %) se livrent au rattrapage économique. En Asie du Sud-Est, l'Indonésie affiche une croissance de 6,4 %; la Malaisie, de 5,3 % et le Vietnam, de 5,8 %. Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan enregistrent tous une croissance de l'ordre de 7 %.

À la lumière de ces chiffres, même l'économiste le plus pessimiste ne peut réfuter que les perspectives de l'industrie minière demeureront prometteuses dans un avenir rapproché.

Le pessimisme qui règne découle en grande partie des retards liés à de grands projets, dont quelques-uns se situaient au Canada.

Ces retards ne sont toutefois pas dus à une confiance faiblissante en l'avenir :

il s'agit d'une pause prise de façon responsable par l'industrie minière en raison de la chute actuelle des prix des produits de base et de l'instabilité du marché.

Cette situation résulte également des coûts croissants, qui affectent en particulier les investissements dans les nouveaux projets comportant de vastes infrastructures, comme l'énorme projet de Baffinland pour l'exploitation du minerai de fer au Nunavut et certains investissements à l'échelle du Labrador.

Il s'agit également d'une étape d'ajustement pour les sociétés minières : comme il y a peu de capital disponible, elles réévaluent les projets à réaliser en priorité et en revoient les délais. C'est aussi l'occasion de rappeler à nos gouvernements que les investissements du secteur privé sont sujets à une concurrence d'échelle internationale. Le super cycle se poursuivra, mais la participation d'aucun pays, pas même du Canada, n'est garantie au sein de celui-ci.

Les nouveaux projets sont de plus touchés par des risques élevés liés aux délais d'approvisionnement peu prévisibles et toujours plus longs pour l'équipement essentiel. Cette situation est accentuée par le fait que nombre d'industries connexes, comme l'industrie gazière et pétrolière, ont besoin du même équipement.

Nous observons des pénuries de travailleurs partout dans le monde et une hausse du coût de main-d'œuvre dans certains pays.

Les petites sociétés d'exploration éprouvent présentement d'énormes difficultés sur les marchés boursiers, qui sont rendus frileux par les

facteurs que j'ai mentionnés. Cette part de l'industrie sera assurément malmenée à court terme.

Cependant, tous ces facteurs ne font que freiner la vitesse à laquelle l'offre devient disponible, ce qui, à plus long terme, devrait avoir un effet positif sur le prix des produits de base.

En somme, c'est une question d'économie élémentaire.

Injection de capitaux au Canada

Les investissements bondissent dans le secteur des ressources grâce à la croissance chinoise effrénée.

Le pire scénario pouvant survenir en Chine est une pénurie de ressources, ce qui menacerait le rythme de l'industrialisation.

C'est pourquoi la Chine s'assure dès maintenant d'avoir accès aux ressources dont elle aura besoin plus tard.

Ce pays investit de façon stratégique : outre la somme, il tient compte du lieu et du moment où il investira. Le Canada s'est révélé être tout indiqué pour les investissements chinois en capitaux propres.

Actuellement, ce nouveau potentiel d'investissement étranger représente un dossier chaud en matière de politique publique.

Le gouvernement fédéral a récemment clarifié sa position en ce qui a trait à l'évaluation des investissements étrangers provenant de sociétés d'État. C'est un acte d'acrobatie. Il ne faudrait pas handicaper le Canada dans la course à l'accès aux marchés émergents en minéraux et en métaux.

Il faut se rappeler que le Canada a toujours profité du commerce et de la libre circulation de la marchandise et du capital. L'Accord de libre-échange nord-américain se démarque comme peut-être la plus importante réalisation des 50 dernières années en matière de politique économique et constitue certainement la mesure la plus favorable de toutes pour notre secteur. Comme il est désormais évident que notre avenir économique dépend de la Chine, nous devons tous encourager la libre circulation de la marchandise et du capital avec la Chine et les autres marchés émergents.

Bien entendu, les échanges commerciaux avec la Chine ne ressemblent en rien aux échanges avec les États-Unis ou l'Europe, avec qui nous partageons une histoire, des racines et des courants de pensée.

De nombreuses marques américaines, européennes et même japonaises et coréennes sont très connues au Canada; ce n'est pas le cas des entreprises chinoises.

En vérité, **la Chine nous fascine et nous effraie.**

Nous devons surmonter cette crainte. Le Canada n'est pas bien préparé comparativement à l'Australie, qui se présente depuis un certain temps déjà comme la porte d'entrée de l'Asie. Ce pays s'emploie à nouer des relations et promouvoir le commerce.

Nous devons être prêts à saisir les occasions qui se présentent à nous, tout en inspirant confiance aux Canadiens et Canadiennes.

Comment y parvenir?

Nous devons veiller à ce que les décideurs ne tombent pas dans le piège d'un protectionnisme nuisible découlant de la peur de l'inconnu.

Nous devons maintenir le libre-échange et accepter le nouvel ordre mondial, sinon nous serons dépassés.

Nous appuyons le programme commercial actif du premier ministre Harper et félicitons ses réalisations en Amérique latine, en Afrique et en Asie.

Par ailleurs, il faut tout faire à l'échelle nationale pour que la demande mondiale soit comblée par nos ressources et notre main-d'œuvre. Jusqu'à maintenant, nous semblons engagés sur la bonne voie.

En effet, la production minérale du Canada a atteint la somme record de 50,3 milliards de dollars en 2011. Elle est redescendue à 46,9 milliards de dollars en 2012 à cause de la chute des prix des produits de base, mais se situe tout de même à un niveau exceptionnellement élevé.

De plus, la contribution de l'industrie minière au PIB canadien s'est chiffrée à 35,6 milliards de dollars, soit une hausse de 4,5 % par rapport à 2010.

Les échanges commerciaux dans l'industrie ont également augmenté de façon importante; les exportations ont grimpé de 20 % pour s'établir à 101,9 milliards de dollars, ce qui correspond à 23 % des exportations totales du pays.

De part et d'autre du Canada, les nouveaux investissements totalisent environ 140 milliards de dollars pour les 5 à 10 prochaines années.

Pour préserver la compétitivité du Canada, il faut :

- Maintenir un taux d'inflation bas
- Éliminer le déficit et réduire les dettes du gouvernement

- Conserver et améliorer les niveaux d'imposition concurrentiels

Ensemble, les deux paliers de gouvernement ont réalisé des progrès importants en la matière au cours de la dernière décennie.

Malheureusement, la tendance s'est renversée ces dernières années, en particulier dans certains territoires de compétence.

Au niveau fédéral, les nouvelles règles sur les opérations de transfert des sociétés étrangères affiliées adoptées l'an dernier vont bien au-delà de leur objectif annoncé et imposent plutôt des barrières indésirables aux investissements étrangers. Pendant ce temps, les mesures fiscales propres au secteur minier ont été supprimées dans deux budgets successifs.

Nous devons veiller à ce que les mesures combinées des deux paliers de gouvernement n'érodent pas la capacité du Canada à attirer les investissements.

Nous devons de plus agir sur trois fronts stratégiques de portée générale : la réglementation, les ressources humaines et les infrastructures.

Réglementation

Le gouvernement du Canada a pris des mesures importantes pour améliorer la réglementation relative aux grands projets.

Pendant 20 à 30 ans, à mesure que les gouvernements fédéral et provinciaux ajoutaient des étapes aux examens réglementaires des projets, nous étions aux prises avec le chevauchement des processus, qui rendait le tout long et inefficace.

Au cours de cette période, l'industrie a constamment enrichi ses connaissances environnementales et amélioré ses pratiques en la matière, ce qui lui a permis de réduire les risques pour l'environnement.

C'est pourquoi nous saluons les nouvelles réformes du gouvernement fédéral, longtemps attendues. Il reste cependant à les parachever.

Comme pour toute réforme majeure, le danger réside dans les détails. Notre association travaille donc activement avec le gouvernement pour faire en sorte que les réformes annoncées apportent les résultats escomptés, c'est-à-dire des examens de projets tout aussi rigoureux, mais plus efficaces, plus prévisibles et réalisés dans un délai défini.

Certains ont cependant eu l'impression que ces réformes fragiliseraient la surveillance environnementale, et j'aimerais dire un mot à ce propos.

Permettez-moi de préciser que l'AMC n'a jamais fait pression pour réduire la surveillance et n'a fait aucun gain en ce sens. Au contraire, l'AMC a toujours appuyé l'amélioration du processus et de sa rapidité d'exécution et milité pour une clarté accrue dans l'application de la réglementation fédérale.

Il me fait plaisir d'affirmer que la réforme de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (LCEE) est une réussite, non seulement en ce qui concerne la législation, mais aussi sur le plan de l'application. Les évaluations environnementales du fédéral sont bien mieux gérées aujourd'hui qu'il y a cinq ans, et je tiens à féliciter l'Agence canadienne d'évaluation environnementale pour ses efforts.

L'AMC salue également l'approche basée sur une liste de projets proposée récemment pour la LCEE, car elle veillera essentiellement à ce que l'on continue d'évaluer les projets qui relevaient du gouvernement

fédéral par le passé – ni plus, ni moins. Elle répond ainsi aux préoccupations de l'AMC.

J'aimerais aussi souligner l'efficacité du Bureau de gestion des grands projets en ce qui a trait à la coordination d'ensemble des projets. Le Bureau a guidé l'industrie dans le processus d'examen fédéral et l'a aidé à régler les problèmes qui se présentaient. D'importants changements ont été accomplis l'an dernier, et je vous assure que votre travail est grandement apprécié.

Ressources humaines

J'aimerais maintenant aborder un autre enjeu de taille. Les ressources humaines. Selon Ressources naturelles Canada, 12 000 nouveaux travailleurs se sont joints à l'industrie minière canadienne en 2011, faisant passer le nombre total à plus de 320 000 employés dans les secteurs de l'extraction minière, de la transformation et de la fabrication de produits minéraux.

En raison de la croissance et du vieillissement de la main-d'œuvre, on estime que l'industrie minière aura besoin d'environ 14 000 nouveaux travailleurs par année pendant les dix prochaines années.

Nous sommes rassurés par les récentes réformes du système d'immigration canadien, qui s'éloigne de la politique du « premier arrivé, premier servi » en vue de cibler et classer les demandeurs selon les besoins de l'économie canadienne en matière de compétences. Il sera en effet nécessaire d'aller chercher des candidats à l'extérieur du Canada pour combler nos besoins.

Nous pouvons toutefois mettre en place des mesures à l'intérieur du pays pour mieux répondre aux besoins en ressources humaines, comme nous le faisons déjà. Les gouvernements, l'industrie, les établissements

d'enseignement, les peuples autochtones et d'autres groupes communautaires travaillent ensemble pour combler les besoins de l'industrie sur les plans de la formation, de la mobilité et de l'immigration des travailleurs.

Par l'entremise du Conseil des ressources humaines de l'industrie minière, notre secteur collabore avec l'Assemblée des Premières Nations, l'Inuit Tapiriit Kanatami et le Ralliement national des Métis à mettre au point un éventail d'outils et de programmes de formation visant à faciliter et à accélérer la participation des Autochtones au sein de l'industrie minière.

J'ai siégé au conseil d'administration de la BC Aboriginal Mine Training Association (BC AMTA), qui effectue un réel travail de transformation. J'ai été heureux d'apprendre, l'an dernier, que Ressources humaines et Développement des compétences Canada avait trouvé de nouveaux fonds pour que la BC AMTA puisse poursuivre son excellent travail.

En plus d'accroître la participation des Autochtones dans le secteur minier, nous devons viser d'autres solutions viables à long terme, comme d'augmenter le nombre de femmes travaillant dans le secteur. Des sociétés de premier plan, notamment Xstrata et Rio Tinto, ont pris des engagements majeurs pour augmenter le nombre de femmes au sein de leur effectif. Dans les années à venir, ces mesures se révéleront profitables.

Je suis ravi d'annoncer, et un peu gêné parce qu'il était grand temps, qu'à partir du mois prochain une femme assumera la présidence de l'Association minière du Canada pour la première fois depuis la création de l'association. Zoe Yujnovich, de la Compagnie minière IOC, occupera ce poste de direction.

Infrastructures

Compte tenu des perspectives prometteuses de croissance continue pour les activités minières, il est primordial de résoudre les questions liées à la vaste étendue du Canada afin de livrer la marchandise dans les ports et fonderies à temps et efficacement.

Cet enjeu est d'autant plus important que les pays concurrents disposent de chaînes d'approvisionnement logistique beaucoup plus courtes.

Comme la demande mondiale en produits de base s'inscrit dans un horizon à moyen et long termes, nous devons songer à investir dans les infrastructures maritimes et ferroviaires de sorte qu'elles puissent desservir efficacement l'industrie minière. Pour cela, il faut faire des investissements stratégiques dans les infrastructures et prendre des décisions éclairées en matière de politique publique, en consultant les intervenants les plus touchés.

Gagner la confiance du public

Le dernier enjeu dont je veux parler est la responsabilité de l'industrie. La croissance amènera une surveillance accrue de la part du public et renforcera l'opposition potentielle envers les nouveaux projets. Nous devons tout faire pour continuer à **gagner la confiance de la population canadienne**, surtout celle des communautés où nous menons des activités.

Dans quelques pays, la croissance minière a entraîné une gestion nationaliste des ressources, à l'origine de régimes de redevances non concurrentiels et, parfois, de l'expropriation et de la nationalisation des biens.

Ailleurs, de nouveaux projets ont suscité de vives protestations dont certaines ont eu des conséquences tragiques.

Ces circonstances ont refroidi l'intérêt des investisseurs pour ces pays et peuvent en outre assombrir le portrait de l'industrie.

Comme je l'ai mentionné précédemment, le Canada détient une réputation de chef de file dans l'industrie minière, regroupant une grande partie des sociétés minières internationales cotées en Bourse. C'est l'aspect financier du milieu.

Nous devons également rester des modèles en matière de pratiques minières responsables, notamment en lien avec le permis social, si important pour le développement et l'exploitation. Nous ne devons jamais perdre de vue notre rôle envers la gestion et l'atténuation des répercussions environnementales causées par l'extraction des ressources. Je vous assure que notre industrie prend très au sérieux cette responsabilité.

En tant qu'industrie, nous faisons preuve de respect et assumons nos responsabilités en engageant le dialogue avec les communautés, en collaborant avec les gouvernements et en restant ouverts aux critiques. L'AMC mène ces activités de manière officielle par l'entremise, d'une part, d'un groupe consultatif national qui comprend des représentants de groupes autochtones, de syndicats et de la société civile; et d'autre part, par l'entremise d'initiatives collaboratives regroupant de multiples intervenants et concernant la politique publique.

Bien qu'il y aura sans doute toujours des opposants à l'industrie minière ou à un projet minier en particulier, nous croyons que la majorité des Canadiens appuient l'industrie, car elle crée des emplois et fournit les métaux et minéraux qui contribuent à notre qualité de vie

élevée – qu'on pense simplement aux téléphones intelligents et aux voitures dont on ne peut se passer.

Des recherches menées cette année et l'an dernier sur l'opinion publique démontrent que 75 % des Canadiens ont une perception favorable de l'industrie minière. Cette proportion augmente au fil du temps. Les industries forestière, pétrolière et gazière ainsi que les services publics et les pipelines obtiennent de moins bons résultats.

Nous devons également rappeler à la population canadienne que nous adoptons les normes environnementales les plus élevées et accordons une grande importance au développement et à la production durables. L'industrie minière est devenue l'une des industries les plus sécuritaires au Canada; et même, dans certains endroits, l'industrie la plus sécuritaire. C'est le résultat du programme Vers le développement minier durable (VDMD) créé par l'Association minière du Canada.

Les membres de l'AMC ont conçu le programme VDMD pour améliorer le rendement global de l'industrie par rapport à d'importantes sphères de risques. C'est le seul système au monde qui comprend l'évaluation du rendement des sites miniers, la production de rapports publics et la vérification des résultats par une tierce partie. C'est ainsi le seul système qui fournit au public, aux gouvernements, aux investisseurs et à la société civile un examen objectif de la façon dont les sociétés conduisent leurs activités, gèrent les risques et assument leurs responsabilités. Ce programme a été reconnu comme le meilleur de sa catégorie par plusieurs groupes indépendants; il fixe une norme mondiale et suscite de plus en plus d'intérêt à l'échelle internationale. En effet, la Finlande envisage d'adopter le programme VDMD, et j'en ai fait la présentation à Istanbul il y a quelques semaines à la demande de la Turquie.

Au cours des cinq dernières années, les résultats obtenus par les membres de l'AMC en matière de rendement VDMD révèlent des avancées considérables dans tous les secteurs. Nous sommes fiers des progrès accomplis jusqu'à maintenant par l'industrie grâce au programme et nous comptons enregistrer d'autres réalisations.

L'AMC a aussi pris des mesures audacieuses pour régler les problèmes liés au manque de transparence quant aux paiements versés aux gouvernements. Depuis l'an dernier, nous travaillons avec deux ONG, Publiez ce que vous payez et le Revenue Watch Institute, à l'élaboration d'une approche canadienne visant la déclaration obligatoire des paiements versés aux gouvernements. Cette mesure anti-corruption permettrait aux citoyens des pays en développement de savoir quels montants leurs gouvernements reçoivent du secteur de l'extraction.

Ce partenariat entre les ONG et l'industrie démontre la volonté de celle-ci d'extraire les ressources de façon responsable en tout lieu. Nous travaillons également avec nos membres à l'élaboration d'un cadre sur les droits de l'homme, car nous sommes conscients de devoir contribuer au respect et à la défense de ces droits à titre d'investisseurs dans des régions où la gouvernance locale est défailante.

Lundi dernier, l'honorable Joe Oliver a exprimé le soutien du gouvernement du Canada envers notre travail. L'appui du gouvernement fédéral, si je peux m'exprimer ainsi, est des plus apprécié.

Ces valeurs permettront à l'industrie minière canadienne de croître pendant encore longtemps et de conserver son titre d'acteur mondial de premier plan.

Conclusion

Malgré les soubresauts du marché, je compte parmi ceux qui voient l'avenir de l'industrie minière avec optimisme.

Si nous continuons à exploiter correctement les richesses naturelles du Canada, les Canadiens pourront encore profiter des nouveaux développements et des productions minières au pays ainsi que de la croissance soutenue de notre industrie à l'étranger.

Merci.